Newsletter

Faculté - Droit & Sciences Économique et Politique

DROIT SCIENCES ÉCONOMIQUE & POLITIQUE
UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

Rétrospective 2018-2019

Numéro 1
septembre 2019

LE MOT DU DOYEN

Bonne rentrée 2019 !

Cette newsletter est la première d'une longue série. Elle vise à montrer à l'ensemble de la communauté universitaire, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à la Faculté de Droit-Sciences économique et politique (DSEP) ce qu'il s'y fait.

Vous y découvrirez que la Faculté est un condensé de notre société. Elle accueille un public pluriel qui vient s'y former à des métiers extrêmement diversifiés. Y faire ses études, c'est s'ouvrir des horizons d'une richesse extraordinaire.

Vous découvrirez aussi que près de 180 enseignants, chercheurs et personnels administratifs contribuent à la formation des étudiants et au rayonnement de la Faculté, que celle-ci travaille en étroite collaboration avec son environnement économique et social (entreprises, collectivités locales, monde du droit, monde associatif, services de l'Etat…) et que, si elle est vouée à l'apprentissage des connaissances et des compétences des disciplines qui y sont enseignées, elle place l'avenir de ses diplômés au premier plan de ses préoccupations.

Vous découvrirez encore un lieu où il fait bon vivre, comme le montrent les manifestations scientifiques et culturelles organisées par les associations étudiantes avec le soutien de la Faculté. En témoignent aussi les espaces de convivialités qui se multiplient dans ses locaux pour travailler en groupe, échanger, déjeuner ou simplement boire un café.

Cette bonne ambiance, la qualité de la formation et les liens étroits noués avec le monde professionnel expliquent le succès de notre Faculté qui se mesure à son attractivité et à l'excellent taux d'insertion professionnelle de ses diplômés.

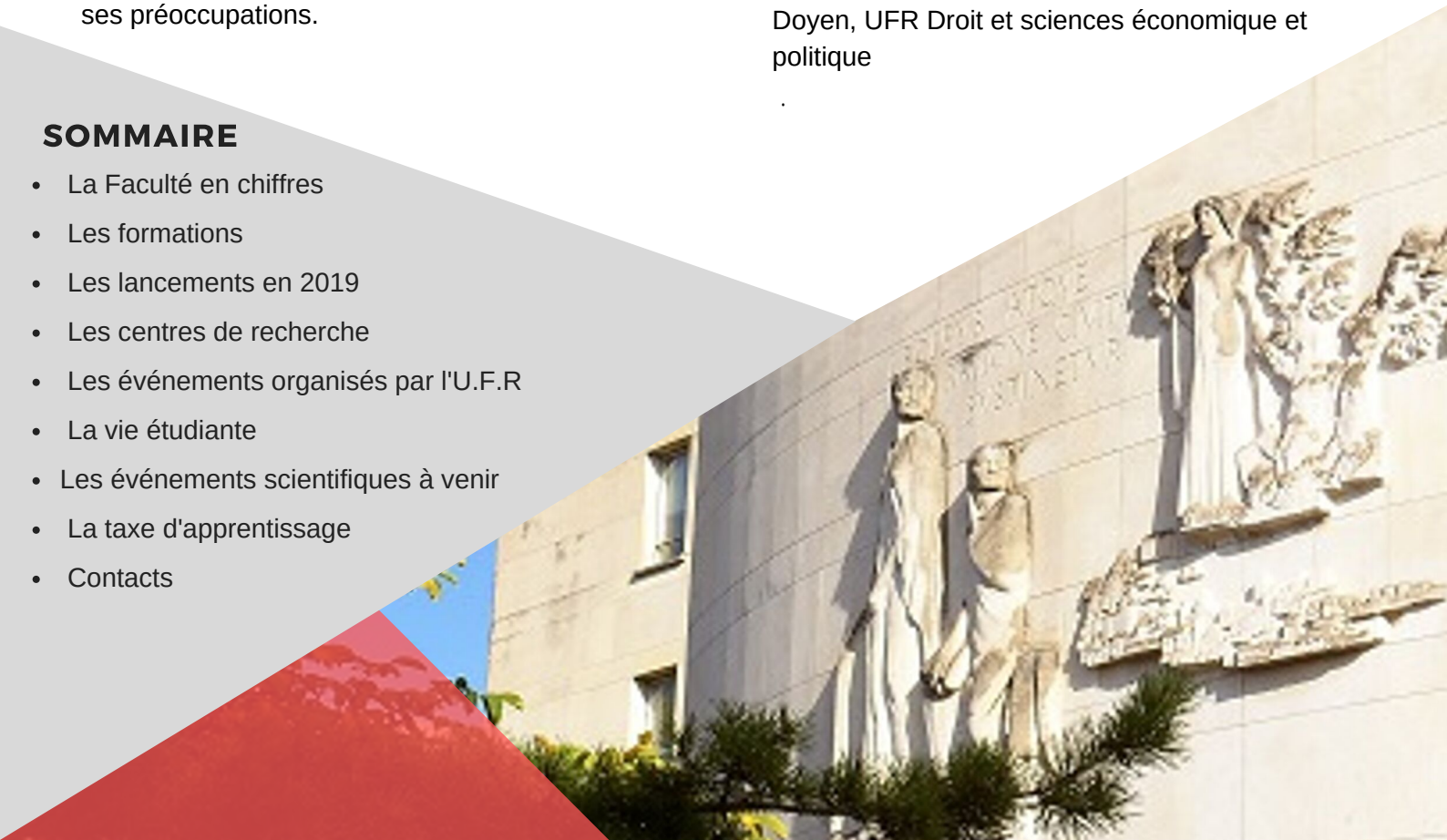
Vous trouverez dans cette newsletter un condensé du dynamisme qui l'anime, dynamisme auquel toute la communauté vous invite à participer : bienvenue à la Faculté de Droit-Sciences économique et politique de Dijon !

Vincent Thomas
Professeur, Droit privé et sciences criminelles
Doyen, UFR Droit et sciences économique et politique

.

SOMMAIRE

- La Faculté en chiffres
- Les formations
- Les lancements en 2019
- Les centres de recherche
- Les événements organisés par l'U.F.R
- La vie étudiante
- Les événements scientifiques à venir
- La taxe d'apprentissage
- Contacts



LA FACULTÉ EN CHIFFRES

La Faculté de droit et de sciences économique et politique (DSEP) forme **4500 étudiants par an**, dans **trois filières : administration économique et sociale, économie et droit**, du « bac -2 » avec la Capacité en droit, au « bac +8 » avec le doctorat, en passant par ses 3 licences généralistes, ses 3 licences professionnelles (« bac +3 »), ses 23 masters (« bac +5 ») et ses nombreux diplômes d'université (DU).

Ces formations, dispensées sur **quatre sites (Dijon, Nevers, Le Creusot et Mâcon)**, sont proposées en formation initiale. Mais environ **200 étudiants suivent leur cursus par alternance** en entreprise via le service de formation continue de l'université de Bourgogne, le SEFCA.

En outre, la Faculté prépare avec succès aux **concours administratifs** (fonction publique territoriale, impôts, police...) et aux **métiers du monde judiciaire** (avocat, magistrat, greffier...) grâce à deux instituts de préparation : **l'IPAG et l'IEJ.**

La qualité de la formation et les liens étroits noués avec le tissu professionnel local, national et international se mesurent à l'excellent taux d'insertion professionnelle des diplômés.

Par ailleurs, la Faculté regroupe **cinq centres de recherche** : le Centre Georges Chevrier, le CREDESPO, le CREDIMI qui comprend le Laboratoire de droit du sport, le LEDi et le CID. Ces structures, qui associent les doctorants à leurs travaux (colloques, publications, séminaires...), explorent des thématiques aussi nombreuses que diversifiées, telles que l'économie de la santé ou des territoires, l'histoire du droit, le droit du commerce international, le droit du sport, les libertés et droits fondamentaux...

En 2018 - 2019

☛ 4500 étudiants

☛ 200 étudiants en alternance

☛ 48 étudiants de l'UFR bénéficiant d'une année de mobilité internationale (Grèce, Allemagne, Italie, Slovaquie, Hongrie, République Tchèque, Autriche, Turquie, Canada, Espagne, *etc*.)

☛ Une quarantaine d'étudiants européens venant pour l'essentiel de Mainz, d'Opole ou de Craïova

☛ Une école doctorale Droit, gestion, économie, politique

☛ 195 doctorants (spécialités : droit privé et sciences criminelles, droit public, histoire du droit et des institutions, science politique et sciences économiques)

☛ 98 Enseignants-chercheurs

☛ 18 Professeurs et Maîtres de conférences émérites

☛ 14 enseignants du second degré affectés à l'UFR

☛ 15 ATER et doctorants contractuels chargés d'enseignement

☛ 250 intervenants extérieurs (avocats, magistrats, attachés territoriaux, etc.)

☛ 40 Personnels administratifs

☛ 53 diplômes

☛ 800 étudiants en stage

LES FORMATIONS

Offre de formation : Licences - UFR DSEP

- **DROIT**
  - Parcours classique
  - Droit cursus intégré Dijon/Mayence (Franco-Allemand)
  - Prépa aux Grandes Ecoles du Droit - GED
- **ADMINISTRATION PUBLIQUE**
  - Administration Publique
- **ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
  - Administration et Gestion des Entreprises
  - Administration et Gestion des Territoires
- **ÉCONOMIE**
  - Parcours Économie

Offre de formation : Licences professionnelles UFR DSEP

- **MÉTIERS DE L'IMMOBILIER : GESTION ET ADMINISTRATION DE BIENS**
  - gestion locative de logements privés et sociaux / gestion de copropriétés
- **MÉTIERS DU NOTARIAT**
  - Métiers du notariat
- **ASSURANCE - BANQUE - FINANCE**
  - chargé(e) de clientèle banque/ assurance

Offre de formation : Masters UFR DSEP

MENTION DROIT DES AFFAIRES

- Master 1 Droit des Affaires :
  - Droit des Affaires
  - Droit International et Droit Européen
  - Master 2 parcours Juriste d'Affaires Commerce Distribution Consommation
  - Master 2 parcours Juriste d'Affaires Internationales
  - Master 2 parcours Banque Patrimoine Assurance
  - Master 2 parcours Droit Fiscal
- Master 1 Droit des Affaires Juriste Franco-Allemand
  - Master 2 parcours Juriste Franco-Allemand

MENTION DROIT NOTARIAL

- Master 1 Droit Notarial
  - Master 2 professionnel parcours Droit Notarial
  - Master 2 professionnel parcours Droit Rural

MENTION DROIT PUBLIC

- Master 1 parcours Droit Public et Libertés
  - Master 2 parcours Protection des Droits Fondamentaux et des Libertés
  - Master 2 parcours Juriste des Collectivités Territoriales
- Master 1 parcours Droit Public et Territoires
  - Master 2 parcours Juriste des Collectivités Territoriales
  - Master 2 parcours Protection des Droits Fondamentaux et des Libertés
  - Master 2 parcours Droit des Ressources Humaines des Fonctions Publiques
  - Master 2 parcours Professions Juridiques du Sport
- Master 1 Europa-Master
  - Master 2 Europa-Master

MENTION JUSTICE, PROCÉS ET PROCÉDURES

- Master 1 Carrières Judiciaires
  - Master 2 parcours Droit Processuel
  - Master 2 parcours Protection des Droits Fondamentaux et des Libertés

MENTION AES -*ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE*

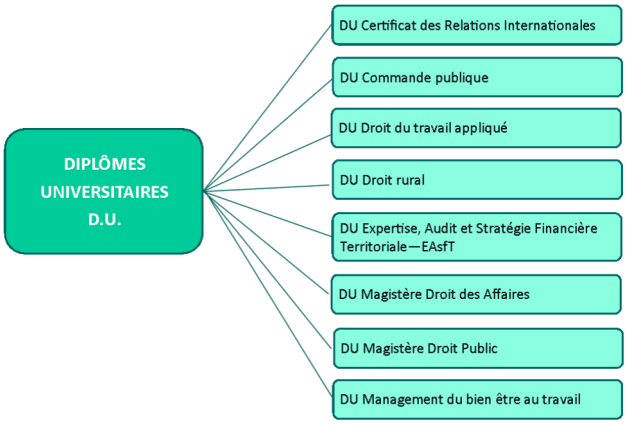
- Master 1 AES parcours Administration et Gestion des Entreprises
  - Master 2 parcours Droit du Travail Expert
- Master 1 AES parcours Administration et Gestion des Territoires
  - Master 2 parcours Finances des Collectivités Territoriales et des Groupements
- Tous types de Master 1
  - Master 2 parcours Smart City et Gouvernance de la Donnée

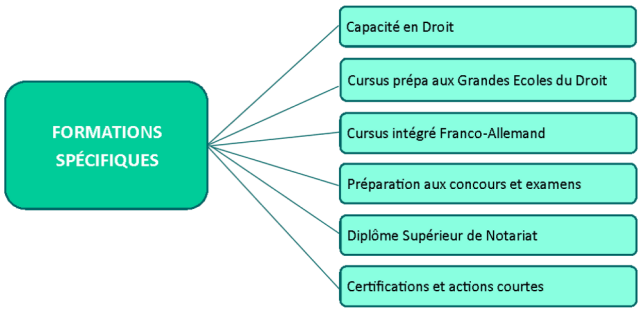
MENTION ÉCONOMIE APPLIQUÉE

- Master 1 Économie Appliquée
  - Management et Évaluation des Organisations de Santé
  - Management et Formation dans les Établissements de Santé (FC)
  - Master 2 professionnel parcours Management et Évaluation des Organisations de Santé
- Master 1 Data Analyste for Spatial and Environmental Economics
- Master 1 Économie Appliquée Territoire, Environnement et Énergie
  - Master 2 professionnel parcours Économie et Gouvernance des Territoires
  - Master 2 professionnel parcours Énergie
- Master 1 Économie Appliquée Analyse des Politiques Publiques
  - Master 2 professionnel parcours Analyse des Politiques Publiques

MONNAIE, BANQUE, FINANCE, ASSURANCE

- Master 1 parcours Banque, Patrimoine, Assurance
  - Master 2 professionnel parcours Banque Patrimoine Assurance - conseiller clientèle de professionnels
  - Master 2 professionnel parcours Banque Patrimoine Assurance - conseiller clientèle patrimoniale agence





LES LANCEMENTS EN 2019

Ouverture du magistère Métiers du droit public

Le magistère « métiers du droit public » (MDP) accueillera ses premiers étudiants lors de la rentrée 2019 à la Faculté de droit de Dijon.
Le magistère MDP, diplôme universitaire (DU) en trois ans, vise à consolider la formation des juristes de droit public et à les initier à des techniques et méthodes de travail utiles dans les carrières du droit public, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.
Le magistère MDP est suivi parallèlement au cursus traditionnel, L3, M1 droit public, M2 dans l'un des quatre M2 de l'Institut supérieur des territoires de la faculté de Dijon : M2 Finances des Collectivités Territoriales et des Groupements, M2 juriste des collectivités territoriales, M2 gestion des ressources humaines de la fonction publique, M2 professions juridiques du sport.
Le magistère se compose de 4 modules assurés par des universitaires et par des intervenants professionnels.

Module 1 : commande publique
Module 2 : vie juridique des collectivités territoriales
Module 3 : contentieux et consultation
Module 4 : recherche

Le magistère MDP est dirigé par Bernard Quiriny, Professeur à l'Université de Bourgogne, et Mireille Monnier, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne.

Ouverture du Master 2 Smart City et Gouvernance de la donnée

Chaque nouveau projet d'aménagement urbain, qu'il concerne un bâtiment ou un ensemble immobilier, un quartier ou une ville, pose désormais la question des données et de leur gouvernance. Les données, publiques et privées,deviennent un matériau qui, bien qu'immatériel, fait partie intégrante de ces projets aux stades de leur conception, de leur réalisation, de leur exploitation et de leur maintenance. Le Master vise à former les cadres maîtrisant des compétences à la fois techniques, juridiques, économiques, éthiques et politiques relatives à la Smart City et à la Gouvernance des données.

Les acteurs des Smart Cities peinent à recruter des cadres bénéficiant de compétences à la fois techniques, juridiques, économiques, éthiques et politiques solides, faute de formation supérieure adaptée; les diplômés pourront donc répondre à cette demande en intégrant les collectivités locales se transformant en Smart Cities, ainsi que les entreprises prestataires de ces villes et métropoles, aussi bien dans les services techniques (BTP, énergie, transport, réseaux numériques...) que dans les services supports (RH, juridique, finance, administration, informatique...)

L'année de formation s'adresse à un public diversifié (juristes, économistes, ingénieurs, informaticiens, gestionnaires, spécialistes de ressources humaines, financiers...) cherchant à acquérir des compétences informatiques, juridiques, économiques en matière de traitement des données privées et publiques dans le contexte de la ville connectée, en vue de conduire la transformation numérique de la ville en Smart City, maîtriser le statut juridique des données, concevoir les contrats de la Smart City, gérer son organisation et son développement économiques, appréhender la citoyenneté numérique et la dimension éthique de la Smart City.

Le Master 2 est actuellement dirigé par Emmanuel Py, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne

LES LANCEMENTS EN 2019

LA CLINIQUE DE DROIT ET DE MÉDIATION

La Clinique de droit et de médiation est une structure interne à l'UFR DSEP.
La Clinique repose sur deux groupes d'étudiants, accompagnés d'enseignants référents, afin de permettre la mise en place de deux types de permanence :
Une permanence d'accès au droit, une fois par semaine, avec une équipe de deux étudiants et un enseignant référent
Une permanence de médiation, une fois par semaine, avec une équipe de deux étudiants et un enseignant référent
La permanence d'accès au droit a pour mission de recevoir le public, avec ou sans rendez-vous, de conduire un premier entretien, d'orienter les personnes reçues vers les institutions et professionnels compétents, dont plus spécialement un avocat qui tiendra un point d'accès au droit, une fois par mois, dans les locaux de la Clinique sur le campus, en partenariat avec le Conseil Départemental d'Accès au Droit de Côte d'Or. Avec l'accord des personnes reçues, un suivi pourra être opéré à 3 et 6 mois.
La permanence de médiation a pour mission de recevoir le public, de proposer un premier entretien basé sur l'écoute active, de délivrer toutes informations utiles sur l'existence de la médiation et son processus, et d'orienter vers le CMCO ou d'autres structures, telles celles de médiation familiale. Avec l'accord des personnes reçues, un suivi pourra être opéré à 6 et 12 mois.
La Clinique repose sur des principes fondateurs : gratuité, confidentialité, neutralité, respect des compétences spécifiques des professions juridiques, judiciaires et sociales.
La Clinique n'a donc pas vocation à réaliser des consultations juridiques et aucune forme de rémunération ne peut être perçue dans son cadre.
La direction de la clinique, les enseignants participant à ses activités et les membres du comité de pilotage sont les garants du respect de ces principes.
La responsable pédagogique est Stéphanie Grayot-Dirx, Professeur à l'Université de Bourgogne
Vous pouvez vous abonner à la page de la Clinique pour suivre son activité sur LinkedIn

INAUGURATION DE LA CHAIRE "SMART CITY ET GOUVERNANCE DE LA DONNÉE"

La chaire « Smart City et Gouvernance de la donnée » de l'université de Bourgogne a été inaugurée le lundi 11 mars 2019 au sein de la Faculté de Droit et Sciences économique et Politique.
Elle s'appuie sur le projet Smart City Dijon Métropole, fruit d'une ambition politique très forte, de repenser le modèle urbain du XXIème siècle.
Sa création est une occasion unique pour les multiples acteurs du territoire (collectivités publiques, entreprises, établissements d'enseignement supérieur et de recherche…) d'unir leurs compétences pour accompagner le développement d'un modèle innovant de ville intelligente en favorisant une meilleure compréhension des enjeux et en soutenant indirectement le développement économique des acteurs concernés. Elle est aussi une illustration supplémentaire de l'ouverture de l'université de Bourgogne sur le monde socio-économique.
Elle construira une synergie de la formation et de la recherche au service de la collectivité de la ville intelligente (citoyens, entreprises, élus, services publics…) en s'adossant sur des collaborations avec Dijon Métropole, les entreprises du Groupement On Dijon (Bouygues Energies & Services, Citelum et Suez, Keolis Dijon Mobilités, EDF, Enedis, université de Bourgogne). Chaque entité jouera un rôle actif dans sa mise en œuvre en apportant moyens et expertise en matière de ville intelligente.
Les secteurs explorés sont multiples et sans équivalents en France, dans la configuration proposée et dans leur ancrage dans le réel. En effet, aucune offre de formation et de projet de recherche comparables n'existent à ce jour dans cette envergure pluridisciplinaire, ni aucune chaire aussi étroitement associée au processus de transformation d'une aire urbaine de l'importance de Dijon Métropole en Smart City.

L'UFR DSEP accueille une autre chaire : **la chaire notariale en droit rural et environnemental.** Elle est implantée sur le site universitaire de Mâcon. A l'initiative de trois acteurs majeurs : le CREDESPO de l'uB, le CRIDON et le GIE JURISVIN, soutenue par la Banque Populaire Bourgogne-Franche-Comté et Mâconnais-Beaujolais Agglomération, cette Chaire, la toute 1ère du genre, a pour objet de conduire des réflexions opérationnelles sur l'évolution du droit rural et environnemental afin d'identifier les enjeux et besoins de la profession.

LES CENTRES DE RECHERCHE

Le centre Georges Chevrier

Unité pluridisciplinaire en SHS, le Centre Georges Chevrier, développe un projet scientifique (2017-2021) sur le thème général « Sociétés et sensibilités ». Ses principaux domaines de recherche sont situés au croisement de l'histoire moderne et contemporaine, de l'histoire de l'art, de la philosophie, du droit, de la musicologie, de la sociologie et de l'anthropologie et concernent les mondes de la culture (formes et pratiques artistiques, pratiques patrimoniales), les mondes et les pratiques populaires (le travail, les organisations syndicales et politiques, les conflits sociaux) et les formes de vulnérabilité des populations humaines (vieillissement, *care*, handicaps).

Le CREDIMI

Le Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux (CREDIMI), créé en 1967 à la Faculté de Droit de Dijon, est une équipe d'accueil (EA7532) de l'Université de Bourgogne, qui accueille des enseignants-chercheurs des sections 1 (droit privé), 2 (droit public) et 86 (pharmacien juriste) du CNU, autour de thèmes de recherche axés sur les aspects juridiques des relations économiques et des marchés.
Le CREDIMI concentre ses recherches sur l'étude du marché, de son fonctionnement et de ses acteurs, ainsi que sur l'étude de marchés sectoriels (sport, pharmacie, énergies renouvelables, activités spatiales, hydrocarbures, etc.), dans une approche critique et prospective, c'est-à-dire dans le souci d'une réflexion sur les limites de l'omniprésence et de l'omnipotence du marché et du marchand au sein de notre société. La réflexion sur les marchés et les relations économiques est toujours appréhendée sous un angle double : celui de l'étude des sources du droit et des rapports de systèmes, notamment sous le prisme du contrat, outil des affaires mais également sous celui des rapports que les ordres juridiques (marchand, sportif, internes et international) entretiennent entre eux.
Ses recherches s'articulent ainsi autour de quatre axes :
Ordres, systèmes et origines des normes (OSO) ; Marchés, investissements et régulations (MIR) ; Groupements, institutions et pouvoirs (GIP) ; Justice, mode de règlements des différends, contentieux des marchés (justice)

Le centre est actuellement dirigé par Clotilde JOURDAIN-FORTIER, Professeur à l'Université de Bourgogne.

Le CREDESPO

Le Centre de recherche et d'étude en droit et en science politique (CREDESPO) est une équipe d'accueil qui réunit une soixantaine d'enseignants-chercheurs, une ingénieure de recherche ainsi qu'environ 70 doctorants spécialisés en droit privé, droit public, science politique et histoire du droit.
La spécialité du laboratoire est de transcender les clivages classiques entre privatistes, publicistes, politistes et historiens du droit pour mener de véritables recherches pluridisciplinaires sur une thématique commune : « La démocratie, la garantie des droits et les citoyennetés ».
Les activités de recherche sont structurées en 3 axes.
Axe 1 : Institutions (normes, idées, organisation)
Axe 2 : Patrimoines (patrimoine individuel patrimoine commun)
Axe 3 : Justices

Le centre de recherche est actuellement dirigé par Patrick Charlot, Professeur à l'Université de Bourgogne et Elsa Forey, Directrice adjointe et Professeur à l'Université de Bourgogne.

Le LEDi

Le Laboratoire d'Economie de Dijon (LEDi), créé le 1er janvier 2014, est une équipe d'accueil de l'Université de Bourgogne. Il rassemble les économistes auparavant rattachés au Laboratoire d'Économie et de Gestion (LEG - UMR 5118). Il rassemble les forces scientifiques au sein de trois équipes : Économie de la Santé, Économie des Territoires et de l'Environnement, Économie Monétaire et Financière.
Des synergies entre équipes se développent en outre au sein de deux thématiques transversales : Innovation / Institutions et politiques publiques en Europe.
La mise en place du groupe de travail "méthodologie empirique et économétrie » permet également des synergies et le développement de collaborations inter-équipes.

La Direction du LEDi a été confiée à Rachel Guillain, Professeur à l'Université de Bourgogne. Ludovic Desmedt est Directeur adjoint et également Professeur à l'Université de Bourgogne.

LANCEMENT EN 2019 : LE CENTRE INNOVATION ET DROIT

Le Centre Innovation et Droit (CID) regroupe des enseignants-chercheurs publiants, spécialisés en droit interne (droit privé, droit public et histoire du droit) qui développent des projets de recherche, individuels et collectifs, s'appuyant sur une démarche transversale et portant sur les relations entre l'innovation et le droit, et notamment sur l'innovation juridique.
Celle-ci est entendue largement et regroupe toutes les hypothèses où la loi, la jurisprudence et les concepts juridiques naissent, évoluent voire disparaissent en raison de l'évolution économique et/ou technologique de notre société. Le développement des algorithmes et des technologies fondées sur le numérique provoque un certain nombre de bouleversements qui ont donné lieu et qui devront donner lieu à un accompagnement juridique innovant. L'apparition de plateformes d'échanges de biens et de services, l'accroissement du poids économique des entreprises intervenant dans le secteur numérique, le développement de la « blockchain » ou encore de l'intelligence artificielle sont autant de nouveaux défis juridiques. Qualifier, encadrer et protéger sont des questions essentielles pour le juriste confronté à ces évolutions majeures pour notre société.
En raison de ces mutations technologiques, certaines notions fondamentales du droit interne voient ainsi leurs contours changer (ex. la monnaie ; la propriété ; les biens ; le contrat). En outre, certaines règles sont créées ou modifiées pour accompagner le développement de nouvelles activités et leur assurer un cadre juridique attractif et sécurisé. C'est là tout le projet de cette équipe de recherche : le CID entend étudier comment le droit innove et accompagne l'innovation.
Le CID est actuellement dirigé par Régis Vabres, Professeur à l'Université de Bourgogne. Il est assisté par Julia Heinich, Directrice adjointe et Professeur à l'Université de Bourgogne.

LES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES PORTÉES PAR LES ÉQUIPES DE RECHERCHE

- Colloque "International Investment Law & Competition Law" avec l'AthensPIL et la faculté de droit de l'Université de Saragosse - CREDIMI - septembre 2018
- Colloque "Les accessoires de l'immeuble" - CREDESPO - mars 2018
- Colloque "La fiducie-gestion : enjeux et perspective" - CREDIMI - mai 2018
- Colloque "Les groupes parlementaires" - CREDESPO - mai 2018
- Journée d'étude "Justice des hommes, justice de l'au-delà" - CREDESPO - mai 2018
- Colloque "Cinéma et droit d'auteur" - CREDIMI et Centre Georges Chevrier - juin 2018
- 5ème journée de l'Innovation du LEDi "Jinnov" - LEDi - juin 2018
- Séminaire du LEDi - présentation de Loriane Py - "Crédit Impôt Recherche et aides à l'innovation de Bpifrance: quelle efficacité ?" - LEDi - juin 2018
- Colloque "Le droit de l'environnement. 30 ans d'intégration. Bilan et perspectives" - CREDESPO - septembre 2018
- Workshop EcoGen 2018 sur la médecine génomique, la diffusion et l'évaluation des tests génétiques par séquençage haut débit - équipe d'Economie de la santé du LEDi - octobre 2018
- Journée d'étude "De quoi la Palestine est-elle (encore) le nom ?" - CREDESPO - juin 2018
- Séminaire "Repenser la Constitution française ?" - CREDESPO - octobre 2018
- Colloque européen "Le travailleur salarié en droit de l'union européenne" - CREDESPO - novembre 2018
- Colloque "Les archives de la vigne et du vin : enjeux patrimoniaux, juridiques et culturels" - CREDESPO - novembre 2018
- Séminaire "L'application du principe de laïcité à la justice" - CREDESPO, UBFC, avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice et la Direction Inter-Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (Grand Centre) - novembre 2018
- Colloque international "La politique de Malévitch" - Centre Georges Chevrier - décembre 2018
- Colloque "Sources du Droit, commerce international, éthique et marchés - 50 ans de travail du CREDIMI et de l'Ecole de Dijon" - CREDIMI - décembre 2018
- Colloque "L'humain en transformation : entre transhumanisme et humanisme" avec le Gdr NOST et l'Université de Paris 8 - CREDIMI -décembre 2018
- Colloque "Dispositif de lutte contre le dopage" - CREDIMI - janvier 2019
- Conférence "La conjoncture internationale présentée par M-O Strauss-Kahn" - LEDi - janvier 2019
- Séminaire du LEDi : présentation de Francesco Venturini - "Intelligent technologies and productivity growth: Evidence from the Fourth Industrial Revolution" - LEDi - janvier 2019
- Séminaire du LEDi - Timothée Coulibaly - "La raison d'être des banques" - LEDi - février 2019
- Conférence "Le pouvoir de la foule : l'ochlocratie" - CREDESPO - mars 2019
- Déjeuner Méthodologique animé par Nicolas krucien - "la méthode des choix discrets" - LEDi - mars 2019
- Séminaire du LEDi - Nicolas Krucien - "Using public preferences to help deal with the uncertainty associated with the allocution of healthcare resources" - LEDi- mars 2019
- Journée d'étude "Repenser la fiscalité agricole" - Association française de droit rural, Chaire universitaire de droit rural et de l'environnement - mars 2019
- Conférence "La France des 13 régions : une réforme aboutie ?" - CREDESPO - avril 2019
- Déjeuner méthodologique du LEDi - Damien Sans - "On outsourced abatement services market power and efficient environmental regulation" - LEDi - avril 2019
- Colloque "L'obligation réelle environnementale" - CREDESPO - avril 2019
- Séminaire "Repenser la Constitution". "Le référendum, ou comment démocratiser la démocratie" - CREDESPO - mai 2019
- Conférence citoyenne "Les européennes, les enjeux en France et ailleurs..." - CREDESPO - mai 2019
- Workshop CESPRO : Coordination dEs Soins de PROximité - "La restructuration des soins de proximité en France, en faveur d'un exercice coordonné et pluriprofessionnel" - LEDi - juin 2019
- Colloque "Les contrats dans la filière éolienne. La sécurisation des contrats par le biais de clauses spécifiques" organisé par les étudiants du Master 2 Droit des affaires Internes et Internationales" - juin 2019
- Conférence inaugurale du Centre Innovation et Droit - CID - juin 2019

Les ouvrages scientifiques ou manuels en droit

- C. Chaussard et Th. Chiron (dir.), Le dispositif de lutte contre le dopage. Evolutions et perspectives, LexisNexis, 2019
- H. Cherief et L. Ravillon (dir.), Entreprise et environnement, LexisNexis, 2018
- D. Andolfatto, Chemins de fer et cheminots, EUD, 2018
- D. Andolfatto, La démocratie sociale en tension, Espaces politiques, 2018
- N. Droin et A. Fautré (dir.), Le non renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité. Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat, LGDJ, 2018
- O. Ferreira, Le constitutionnalisme octroyé, ed. Eska, 2019
- A. Fiorentino et K. Fiorentino (dir), Mater semper certa est ? Bruylant, 2018
- E. Forey, B. Quiriny et JJ. Clere (dir.), La pensée constitutionnelle de Robespierre, éd. La Mémoire du Droit, 2018
- Droit sans frontières. Mélanges en l'honneur d'Éric Loquin, LexisNexis, décembre 2018
- J. Mekhantar, Introduction au droit public - Principes constitutionnels, MA Editions, 2019
- V. Thomas (dir.), La médiation de la consommation, Lexisnexis Litec, 2018
- A. Jacquemont, T. Mastrullo, R. Vabres, Droit des entreprises en difficulté, LexisNexis, septembre 2019
- T. Bonneau, P. Paillier, A-C. Rouaud, A. Therani, R. Vabres, Droit financier, LGDJ, septembre 2019

LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR L'UFR

LA NUIT DU DROIT - 4 OCTOBRE 2018

Dans le cadre de la La Nuit Du Droit, l' UFR-DSEP Dijon a organisé une série de conférences sur les métiers du droit et de la justice.

A cette occasion, sont intervenus : J-M. MALATRASI, Premier président et J-J. BOSC, Procureur général près la Cour d'appel de Dijon
P. NICOLET, Vice-président du Tribunal administratif de Dijon
D. CLEMANG, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Dijon
M. BARTHELEMY, Chargée de promotion des Métiers Pénitentiaires, CPIP
C. GUIU, Président du cabinet GUIU-JurisPatent, Conseils en Propriété Industrielle
E. FOREY, Professeure de droit public, UBFC et G. MAUGAIN, Maître de conférences de droit privé, UBFC

LE CONCERT DE MUSIQUE CLASSIQUE

Le jeudi 31 janvier 2019, la faculté de Droit et Sciences Economique et Politique de Dijon a eu le plaisir d'inviter l'ensemble de la communauté universitaire ainsi que ses partenaires professionnels à un concert de musique classique.
Ce concert était organisé par l'association Tout en Mesure dont le président est Monsieur Sylvain Bottineau. Il s'est tenu à l'Atheneum, centre culturel de l'Université de Bourgogne et a réuni plus d'une centaine de personnes.

Sylvain Bottineau et et Ariel Sirat

LA FÊTE DU DROIT - DU 18 AU 22 MARS

THEME 2019 : LE DROIT & LE SPORT

AU PROGRAMME à Dijon

- Concours d'éloquence sur le thème "sport et droit"
- Conférence "Le droit face à la crise du modèle sportif" organisée par la Corpo Droit Dijon
- Tournoi de jeux vidéo "Mario Kart" en partenariat avec la Corpo Droit Dijon
- Tournoi de football organisé avec le concours du SUAPS de Dijon

AU PROGRAMME à Nevers

- Concours d'éloquence en équipe sur le thème "sport et droit"
- Tournoi de handball organisé à la Maison des Sports de Nevers

LES JEUDIS DE LA CITÉ

A l'occasion des "jeudis de la Cité", le Tribunal de grande instance de Dijon, l'Ordre des Avocats de Dijon et l'UFR DSEP s'associent afin d'exaucer un vœu commun : sensibiliser le public aux thématiques du droit et de la justice et favoriser l'accès des citoyens à la justice. A cette fin, magistrats, avocats et universitaires proposent, à l'occasion de conférences-débats ouvertes à la société civile, des clefs de compréhension sur un thème donné au moyen de courtes interventions, laissant place au débat et aux échanges avec le public.

Le premier "jeudi de la Cité" s'est déroulé le jeudi 21 mars 2019 de 18h à 20h à la Cité judiciaire. Il avait pour thème "La justice et le temps". A cette occasion, sont intervenus Bruno Laplane (Président du Tribunal de grande instance de Dijon), Fanny Malhière (Maître de conférences à l'Université de Bourgogne), Caroline Noirot (Vice-procureure de la République), Emmanuel Touraille (avocat au barreau de Dijon), Jérôme Prince (Président du Tribunal de commerce de Dijon) et Vincent Cuisinier (Maître de conférences à l'Université de Bourgogne et avocat associé au sein du Cabinet Du Parc).

Le deuxième "jeudi de la Cité" aura lieu le jeudi 24 octobre 2019 de 18h à 20h à la faculté de Lettres, Amphi Drouot, 36 rue Chabot-Charny à Dijon. Il aura pour thème "Justice : le prix à payer". Le programme sera prochainement disponible sur le site de l'UFR DSEP et sur sa page Facebook.

CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX UNIVERSITAIRES

A l'occasion d'une cérémonie, la Faculté de Droit Sciences Économique et Politique de Dijon a récompensé ses meilleurs étudiants pour l'année universitaire 2017/2018 dans les trois filières : droit, économie et administration économique et sociale. La cérémonie s'est déroulée le mardi 28 mai 2019, salle Multiplex.
Toutes nos félicitations aux étudiants primés !
La Faculté remercie chaleureusement Tristan Méro, étudiant en Licence de droit, pour ces magnifiques photos qui ont permis d'immortaliser l'événement.
Tous nos remerciements également à l'ensemble des partenaires de la manifestation : le Crédit agricole Champagne-Bourgogne, la Banque Populaire de Bourgogne Franche-Comté, la Chambre Nationale des Huissiers de Justice, la Chambre Départementale des Huissiers de Justice, le Conseil Supérieur du Notariat, le MEDEF Côte-d'Or, Lexis Nexis, le Conseil Régional des Notaires, le Country Club Norges Golf Dijon Bourgogne, le Cabinet Du Parc-Curtil et associés, le Conseil de l'Ordre des Avocats, FONDAFIP, l'Association des Etudiants en Science Economique de Bourgogne, ESSILOR, la Chambre régionale des comptes Bourgogne Franche-Comté, le Conseil régional Bourgogne Franche-Comté.

COLLOQUE CONCILIATION - MÉDIATION VERS UNE NOUVELLE FORME DE JUSTICE

Le 7 juin 2019, le Tribunal de grande instance de Dijon, l'Ordre des Avocats de Dijon, l'Association des conciliateurs de justice de la Cour d'appel de Dijon, le CMCO Avocats Médiateurs et la Faculté de Droit et Sciences économique et politique se sont réunis, salle de Flore, à la mairie de Dijon afin de proposer un temps de réflexion et d'échange avec le public sur le thème "conciliation-médiation. Vers une nouvelle forme de justice".
Parmi les intervenants : Bruno Laplane (Président du TGI de Dijon), Stéphane Kotovtchikhine (MCF à l'UB et Président de l'ACA de Dijon), Géraldine Maugain (MCF de droit privé à l'UB), Maître Florence Lhéritier (Avocat médiateur du CMCO), François Clerc (Vice-président de l'ACA de Dijon), Sophie Bailly (Vice-présidente chargée du service du Tribunal d'instance de Dijon), Marie-Thérèse Maurice (Déléguée du Défenseur des droits).

LA VIE ÉTUDIANTE À LA FACULTÉ

LES CONFÉRENCES MÉTIERS ET FORUMS

Le jeudi 17 janvier 2019, la Faculté de Droit et de Sciences Economique et Politique de Dijon a organisé trois « conférences métiers » à l'attention de ses étudiants : une conférence mention « droit des affaires », une conférence mention « droit public » et une conférence mention « droit notarial », « justice, procès, procédures ».

Cette journée a été l'occasion pour nos étudiants de découvrir les formations proposées par l'U.F.R. DSEP ainsi qu'une grande diversité de métiers en lien avec le droit et la justice grâce à l'intervention de professionnels du droit.

La conférence mention « droit public » est organisée en partenariat avec l'I.P.A.G. En plus d'une présentation en amphithéâtre, les professionnels de la fonction publique invités par l'I.P.A.G ont accueilli les étudiants lors du forum « Les métiers de la fonction publique ».

l'UFR remercie l'ensemble des intervenants (magistrats, avocats, greffiers, administrateurs judiciaires, notaires, enseignants et représentants des trois fonctions publiques (Etat, Territoriale, Hospitalière) d'avoir accepté de partager leur expérience avec les étudiants.

LA REMISE DE DIPLÔMES

Remise des diplômes de Cambridge aux étudiants du Master 2 "Finances des Collectivités Territoriales et des Groupements", octobre 2018

Remise des diplômes aux lauréats du D.U "Expertise, Audit et Stratégie Financière Territoriale" à l'Hôtel des Invalides, Paris, novembre 2018

Remise des diplômes aux étudiants du Master en études européennes EUROPA MASTER, à l'Université d'Opole (Pologne), décembre 2018

LA REALISATION DE STAGES

Dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre l'UFR DSEP et le Tribunal de grande instance de Dijon :

Dix étudiants de Licence 3 et de Master 1 de la filière Droit ont eu l'opportunité de réaliser un stage d'observation d'une semaine au sein du TGI. Deux étudiants du Master 2 "Droit processuel" ont eu l'opportunité de réaliser un stage de deux mois au sein du TGI.

Dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre l'UFR DSEP et le Tribunal administratif de Dijon :

Une étudiante du Master 2 "Protection des droits fondamentaux et des libertés" a réalisé un stage de deux mois au sein du Tribunal administratif de Dijon.

L'UFR DSEP remercie chaleureusement l'ensemble des magistrats et, plus généralement, l'ensemble des professionnels du droit et de la justice investis dans l'encadrement des stagiaires.

A la rentrée universitaire 2019-2020, d'autres étudiants auront également la chance de réaliser un stage d'observation d'une semaine au sein de la Cour d'appel de Dijon, dans le cadre d'une convention de partenariat conclue en 2019 entre la Cour d'appel de Dijon et l'UFR DSEP.
Un projet de partenariat est en cours de discussion avec le Tribunal de commerce de Dijon

Les événements organisés par les associations étudiantes

- **Ciné-débat autour du film "12 jours"** réalisé par Raymond Depardon - organisé par les étudiants du Master 2 "Droit processuel" - octobre 2018
- **Concours de plaidoiries en droit international public** organisé par les étudiants de la Licence 3 et encadré par l'équipe enseignante en droit international public de Licence 3 - novembre 2018
- **Finale du Concours d'éloquence et de plaidoirie organisé par l'Asso Droit Dijon** - novembre 2018
- **Journée des métiers du droit des affaires internationales** organisée par les étudiants de l'Association des Juristes d'Affaires Internationales - janvier 2019
- **Conférence sur les Métiers de l'Humanitaire** en partenariat avec Action contre la faim, organisée par l'Asso Droit Dijon - janvier 2019
- Journées d'études **"Les rencontres territoriales" réalisées sur le site de l'entreprise Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT)** organisées par les étudiants du Master 2 "Juristes des Collectivités Territoriales" - janvier 2019
- Conférence "**Le sport au féminin"** organisée par les étudiants du Master 2 "Professions Juridiques du Sport" - février 2019
- Colloque **"L'avocat du XXIe siècle"** organisé par les étudiants du Master 2 "Droit Processuel" - février 2019
- **Journée scientifique du Cercle des Jeunes Chercheurs en Droit** - Présentation des thèses en cours et demi-journée d'étude sur "L'ordre public" - février 2019
- **Forum des métiers"Métierama"** organisé par l'Association des Etudiants en Science Économique et Gestion de Bourgogne - février 2019
- **Voyage institutionnel à Genève** organisé par la Corpo Droit Dijon
- **Voyage institutionnel à Paris** organisé par la Corpo Droit Dijon
- Conférence "**E-Sport : Du loisir à la compétition"** organisée par les étudiants du Master 2 "Professions Juridiques du Sport" - mars 2019
- Soirée d'information **"Le RGPD dans le sport"** organisée par les étudiants du Master 2 "Professions Juridiques du Sport" - mars 2019
- **Simulation au parlement européen** organisée par les étudiants de la Licence 3 et de Master 1 de la filière Droit - mars 2019
- "**La Semaine du Droit"** organisée par la Corpo Droit Dijon (conférences en droit privé, en droit public et en droit du sport, intervention de nombreux professionnels lors d'un Forum des métiers du droit et AES et soirée de Gala) - mars 2019
- **Conférence sur le Droit de l'Environnement** en partenariat avec l'AEGD organisée par l'Asso Droit Dijon - mars 2019
- 13ème journée des finances locales **"Réforme globale de la fiscalité locale", "suppression de la taxe d'habitation", "contractualisation financière, les budgets locaux dans la tourmente?"** - organisée par les étudiants du Master 2 " Finances des Collectivités Territoriales et des Groupements"- mars 2019
- **Voyage d'études à la Commission européenne** organisé par les étudiants du Master 2 "Droit des Ressources Humaines de la Fonction Publique" - mars 2019
- **Soutien aux élus locaux** par les étudiants du Master 2 "Finances des Collectivités Territoriales et des Groupements" - mars 2019
- **Concours d'éloquence « Aya Nakamura VS Jacques Brel : La musique francophone, c'était mieux avant ? »** organisé par l'association d'éloquence l'Agoratoire Dijon - mars 2019
- Conférence **"Reconversion des sportifs professionnels"** organisée par les étudiants du Master 2 "Professions Juridiques du Sport - avril 2019
- **Concours de plaidoiries en droit international public** organisé par les étudiants de la Licence 3 et encadré par l'équipe enseignante en droit international public- avril 2019
- 35e colloque "**La loi Pacte"** organisé par les étudiants du Master 2 "Juriste d'affaires, Commerce - Distribution - Consommation"- 7 juin 2019
- **Discussion littéraire "Littérature et droit : des destins croisés" autour du roman de F. Kafka "Le procès"** organisé par Marie-Suzel Tabard, doctorante en droit - juin 2019

A vos agendas !
Conférence de rentrée du CEJED "Droit et réformes" organisé par le Cercle des jeunes chercheurs en droit - 27 septembre 2019

Les événements scientifiques à venir

- **Colloque L'Organisation Internationale du Travail face aux normes et à l'organisation du travail en France, CREDIMI, (D. Jacotot) avec la DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté , amphi Scelle UFR DSEP, 12 septembre 2019**

- **Colloque Pays émergents et droit international économique, jeudi 24 octobre, CREDIMI (H. Tourard)**

La montée en puissance économique des pays émergents a été considérée comme prometteuse pour le renouvellement de la gestion des relations économiques internationales. Mais en même temps est sous-jacente l'idée de menace des pays émergents pour le système international traditionnel, avec la crainte des puissances traditionnelles d'une remise en cause de leur hégémonie.
La place importante prise par les pays émergents dans les relations économiques internationales amène à s'interroger sur l'influence qu'ils peuvent exercer sur le droit international économique. Cette influence apparaît à la fois institutionnelle et matérielle : le droit international économique est concerné aussi bien dans ses acteurs que dans ses règles.

- **Colloque Léon Duguit et le Traité de droit constitutionnel, 7 et 8 novembre 2019, CREDESPO (P. Charlot, N. Droin et D. Espagno-Abadie)**

Parmi les oeuvres du doyen bordelais, le Traité de droit constitutionnel est paru d'abord en deux tomes en 1911 et augmenté ensuite dès 1921 dans une deuxième édition de trois volumes supplémentaires et enfin une troisième édition comprenant cinq volumes.
L'ambition de ce traité est rien moins que de refonder totalement le droit public français en le dépouillant de la quasi-totalité de ses présupposés, hérités de la Révolution française. Aucune étude systématique n'a été faite sur ce seul ouvrage de Duguit, ce qui rend le projet particulièrement original.

- **Colloque Les mutations du droit applicable à la contrainte - Colloque Gendarmerie nationale, 26 novembre 2019- CID (C. Dubois et A. Capello) - coorganisé avec la Gendarmerie nationale, l'École de gendarmerie de Dijon et l'Université de Nice**

La mise en oeuvre de la contrainte par les gendarmes présente la particularité d'être tout à la fois indispensable et redoutable pour les droits et libertés des personnes. Elle ne peut se concevoir dans un État de droit que sous réserve d'une réglementation minutieuse et d'un contrôle juridictionnel efficace. Or, ces dernières années, ces deux facettes ont connu des mutations profondes pour répondre aux évolutions contemporaines de la société : la loi anticasseurs, le développement de la contrainte préventive, l'investissement de l'espace dématérialisé ou la mise en concurrence du juge judiciaire et du juge administratif en sont des illustrations. Cette journée d'étude se propose de croiser les regards des gendarmes et des universitaires sur ces mutations et leurs conséquences.

- **Workshop EcoGen 2019 , deuxième édition, LEDi, 8 novembre 2019**

Organisation des prises en charge et accès à la médecine génomique

- **La nouvelle économie du secteur spatial : enjeux juridiques et éthiques, CREDIMI, 5 décembre 2019**

- **Colloque Les fonctions publiques en Europe, 5 et 6 décembre 2019, CREDESPO (J. Mekhantar et P. Icard)**

En 2019, il est important de dresser un bilan sur les fonctions publiques d'une Europe, encore à 28, à la veille des réformes conduites en France. Peut-on prendre appui sur l'analyse comparée des fonctions publiques en Europe pour justifier d'une "modernisation" de la Fonction publique en France qui passerait par un abandon total ou partiel du statut ou par une restriction de son périmètre ? Quelles sont les convergences et/ou les divergences entre les Fonctions publiques des États et la fonction publique de l'Union européenne ?

- **Colloque Les fondements historiques du droit européen des affaires (Moyen-Âge-Époque contemporaine) - CID - 19 et 20 novembre 2020 (A. Mages)**

L'objet de ce colloque a été construit à partir d'un constat simple : s'il est acquis, en ce début de XXIe siècle, qu'il existe un droit européen des affaires (bien qu'il n'existe pas encore de Code européen des affaires, celui-ci étant en cours de réflexion), il apparaît que les recherches historiques sur ses fondements restent assez lacunaires et éparses à ce jour, notamment du côté français. Par conséquent, ces journées se fixent comme objectif, sinon de combler entièrement cette lacune, du moins de contribuer à restituer ou à révéler, à partir d'une réflexion qui s'inscrit dans un temps long, la dimension paneuropéenne du droit des affaires, sans pour autant occulter ou nier les spécificités territoriales.

SOUTENEZ LA FACULTÉ !

TAXE D'APPRENTISSAGE 2019

"Pour la réussite des talents de demain"

En choisissant de nous verser votre taxe d'apprentissage, vous soutenez activement la stratégie d'innovation pédagogique de notre faculté et participez à la formation de vos futurs salariés.

Informations utiles :
Pour nous verser votre taxe d'apprentissage, vous devez vous mettre en contact avec votre Organisme Collecteur de Taxe d'Apprentissage (OCTA). Pour information, le nombre d'OCTA a été récemment réduit. Pour les entreprises ayant leur siège en Bourgogne, le seul OCTA autorisé à percevoir vos versements est la CCI de Bourgogne.
Vous devrez communiquer à votre OCTA les informations relatives à votre société mais également lui préciser que vous souhaitez verser votre taxe d'apprentissage à l'UFR Droit, Sciences économique et politique de l'Université de Bourgogne. En l'absence de cette précision, la taxe ne pourra pas être affectée à une formation de la Faculté de Droit, science économique et politique de l'Université de Bourgogne.
A la suite de la réforme de la taxe d'apprentissage en 2015, le Quota et Hors Quota (ou barème) sont maintenus mais leurs pourcentages modifiés.

Pour rappel :
Quota : destiné aux CFA pour couvrir les droits de formations de leurs apprentis. Les CFA ne sont plus éligibles au Hors Quota.
Hors Quota : formations jusqu'à Bac+2 (catégorie A) et formations Bac+3 et Bac+5 (Catégorie B).
Toutes les formations de l'UFR Droit, sciences économique et politique qui sont éligibles à la taxe d'apprentissage dépendent de la catégorie B correspondant à 35 % du Hors Quota.
Plus d'informations : site entreprises UB - site du SEFCA
Le SEFCA et l'Espace Entreprises vous proposent la version 2018 du "Kit Collecte Taxe d'apprentissage". Ces outils sont une ressource visant à vous accompagner dans votre démarche de collecte : vous pouvez librement les adapter et les modifier.

Faculté de Droit et Sciences économique et politique de Dijon
4 boulevard Gabriel
BP 17270
21072 Dijon
tel : 03-80-39-56-00

Faculté de droit et de science politique de Nevers
21 rue de l'Université
58000 Nevers
Téléphone : 03 86 71 61 80

Centre Universitaire Condorcet
720 avenue de l'Europe
71200 LE CREUSOT
Tél : 03 85 77 00 70

Responsable administrative
Sandrine Bocquet-Roustan
Responsable de scolarité adjointe à la responsable administrative
Maud le Barbanchon
Secrétariat affaires générales
Saadia Kiba
Secrétariat du Doyen UFR DSEP
Catherine Corseret et Christine Meuriot
Scolarité AES, Droit, Economie, Gestion
scolarite.droit-aes-eco@u-bourgogne.fr
Communication
Caroline Bugnon et Alexandrine Delbano
Responsable administratif - pôle logistique UFR5
Renaud Aubert

Vous pouvez suivre l'UFR DSEP sur Twitter et Facebook